

Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE /IB
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans s'est réunie le **26/01/2024** en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	LE MANS
Établissement :	E 181 00055 002 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT LEONARD DE VINCI (22) 194 Avenue Rubillard
Catégorie :	4ème cat.
Type principal :	U

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M. BESLAND, BSCGC Préfecture



Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

RAPPORT DE LA VISITE DU : 26/01/2024

Établissement : E 181 00055 002 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT
LEONARD DE VINCI (22)
Adresse : 194 Avenue Rubillard
72000 LE MANS
Type et Catégorie : U - 4ème cat.
Objet de la visite : visite périodique
Périodicité des visites : 36 mois
Date dernière visite périodique et avis : 09/02/2021 - avis favorable

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres ayant voix délibérative :

Le président de la commission : M. BESLAND, BSCGC Préfecture
Le représentant du MAIRE : Mme LAUTRU
Le représentant du DDSIS : M. le Ltn BRAZILLE

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- Mme REZE, responsable sécurité Incendie Centre Hospitalier du Mans
- M. CARRE, responsable département maintenance et sécurité
- M. METAIS, service urbanisme ERP ville du Mans

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
/	Remplacement du système de sécurité incendie	25.07.2013	18.11.2014
/	Demande de dérogation	09.06.2016	
AT.181.17.Z0089	Travaux ad'ap	27.04.2017	13.02.2018

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Mme REZE, responsable sécurité Incendie Centre Hospitalier du Mans.

Descriptif :

- Rez-de-chaussée :

- TGBT
- local Transfo,
- sous-station
- local déchets
- local technique ventilation
- lingerie
- vestiaires
- salle polyvalente
- réserve
- accueil
- bureau
- poste de consultation (X3)
- espace kiné et ergothérapie

- Niveau 1 : LV1 : SSR et EHPAD (40 lits) - Niveau séparé en 2 zones d'une capacité d'accueil équivalente

- Une zone comprenant :
 - 4 chambres doubles
 - 6 chambres simples
 - 2 réserves
 - 1 local ménage
 - 2 lingerie
 - 1 séjour
 - 1 bureau médical
 - 1 bureau infirmier
 - 1 salle de bain
 - 1 salle de soins
 - 1 bureau infirmier
- Une zone comprenant :
 - 1 salle de soins
 - 1 office alimentaire
 - 1 douche
 - 1 salle de bain
 - 1 local rangement
 - 1 local linge sale
 - 4 chambres doubles
 - 14 chambres simples
 - 2 salles à manger

- Niveau 2 : LV2 : EHPAD (40 lits) - Niveau séparé en 2 zones d'une capacité d'accueil équivalente

- Une zone comprenant :
 - 4 chambres doubles
 - 6 chambres simples
 - 2 réserves
 - 1 local ménage
 - 2 lingerie
 - 1 séjour
 - 1 bureau médical
 - 1 bureau infirmier
 - 1 salle de bain
 - 1 salle de soins
 - 1 bureau infirmier
- Une zone comprenant :
 - 1 salle de soins
 - 1 office alimentaire
 - 1 douche
 - 1 salle de bain
 - 1 local rangement
 - 1 local linge sale
 - 4 chambres doubles
 - 14 chambres simples
 - 2 salles à manger

- Niveau 3 : LV3 : SLD (40 lits) - Niveau séparé en 2 zones d'une capacité d'accueil équivalente

- Une zone comprenant :
 - 4 chambres doubles
 - 6 chambres simples
 - 2 réserves
 - 1 local ménage
 - 2 lingerie
 - 1 séjour
 - 1 bureau médical
 - 1 bureau infirmier
 - 1 salle de bain
 - 1 salle de soins
 - 1 bureau infirmier
- Une zone comprenant :
 - 1 salle de soins
 - 1 office alimentaire
 - 1 douche
 - 1 salle de bain
 - 1 local rangement
 - 1 local linge sale
 - 4 chambres doubles
 - 14 chambres simples
 - 2 salles à manger

- Niveau 4 : Terrasse

- Machinerie ascenseurs

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
<i>Installations électriques</i>	APAVE	28/07/2023	Observations levées en interne
<i>Éclairage de sécurité (BAES)</i>	APAVE	28/07/2023	
<i>Clapets coupe-feu</i>	SIEMENS	18/10/2023	
Ascenseurs :			
- contrat annuel d'entretien	OTIS	contrat	
- contrôle quinquennal par organisme agréé	APAVE	26/10/2021	
Système de sécurité incendie de catégorie A : système d'alarme type 1 - AGS-TRE			
- contrat annuel d'entretien	SIEMENS	18/10/2023	
- contrôle triennal par organisme agréé (1 ^{er} groupe)	APAVE	01/02/2021	
<i>Extincteurs portatifs</i>	IPS	19/01/2024	
<i>Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)</i>	AF Maintenance	03/07/2023	
<i>Réseau de fluides médicaux</i>	APAVE	04/09/2023	

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : 77 personnes formées sur 99 personnes en 2021
- exercice d'évacuation : pas d'exercice depuis 2021
- système de sécurité incendie : service sécurité CHM

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : 3 personnes

Contrat de maintenance SSI en 4 h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui

Consignes : oui

Ligne directe : au PC sécurité Bâtiment Fontenoy

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

CLASSEMENT

Calcul : selon l'article U2

Mode de calcul de l'effectif :

- 1 personne/lit
- 1 personne/3 lits au titre du personnel
- 1 personne/lit au titre du visiteur

	NOMBRE DE LIT	AU TITRE DU PERSONNEL	AU TITRE DES VISITEURS
NIVEAU 3	40	14	40
NIVEAU 2	40	14	40
NIVEAU 1	40	14	40
REZ DE CHAUSSEE			
TOTAL	120	42	120

Effectif total théorique admissible : 282 personnes

Établissement Recevant du Public de 4ème catégorie et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage – y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les filtres de traitement d'air – nettoyage (art. CH58)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R143-44 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
Aucune prescription		

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les rapports de vérification suivants, accompagnés des justificatifs de levée des éventuelles observations y figurant :RVRE portant sur les installations électriques confirmant le contrôle des disjoncteurs différentiels (art. R123.44).
2	Mettre en garde l'ensemble du personnel de l'établissement des dangers que représente un incendie dans un établissement de soins. Informer tout le personnel des consignes en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation des malades. Entraîner certains employés, spécialement désignés à l'avance, à la manœuvre des moyens de secours. Réaliser, au moins une fois par trimestre, des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. (art.U47 et MS46)

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.